n'encourage le mariage de ses adeptes avec les personnes d'un autre culte, car elle redoute avec raison que l'influence morale de l'un des époux réagisse sur la foi de l'autre. Néanmoins, elle subit et tolère tel mariage en certains cas. En effet, elle établit une règle certaine empruntée au Concile de Trente, à l'effet que le mariage d'un catholique peut se faire avec un protestant, pourvu qu'il soit accompagné de la bénédiction nuptiale d'un prêtre catholique. C'est aussi en prévision des nombreux cas où les futurs conjoints n'ont pas leur domicile au même endroit, que la même église a adoptée une règle permettant au curé de l'une des parties de déléguer ses pouvoirs et de consentir à ce que le curé de l'autre partie célèbre le mariage, le tout suivant les règles « suivies » dans cette « église ».

Evidemment l'article 127, par les mots « et d'autres causes » référerait à des empêchements autres que ceux provenant de la parenté et de l'affinité, et aussi à d'autres causes que celles mentionnées sous la rubrique sous laquelle a été placé cet article.

L'article 129 emploie aussi le mot « empêchements » lorsqu'il édicte que le fonctionnaire ne peut être contraint de célébrer un mariage contre lequel il existe un empêchement d'après les croyances de la religion à laquelle il appartient. Quels sont les empêchements établis par ces religions,—nous ne le savons pas. Mais quels qu'ils soient, ils ne sont pas assurément de la catégorie de ceux énumérés aux articles 115 et 127. Et ces empêchements restent soumis aux règles suivies jusqu'ici dans les diverses églises.

Puis, l'art. 134 dit : « Il est loisible aux autorités en pos-